FORUM PANAFRICAIN DES MEDIAS
FOPAME 2026
DU 3 AU 6 MAI 2026
A BAMAKO



Sous la Haute Présidence de Son Excellence,
le Général d'Armée Assimi Goita,
Président de la Transition, Chef de l'Etat

Thème : « Unir les voix, renforcer les liens entre médias d'Afrique »

Au Programme : Panels & Tables Rondes de haut niveau



MALI

1922 Malikilé

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 22 AVRIL 2026

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Crise de l'éducation au Mali : Un nouveau préavis de grève fait planer la menace cette année aussi



Koulouba accueille quatre nouveaux ambassadeurs : Le Mali renforce son ancrage diplomatique



Collaboration en synergie des civils au Mali : Les acteurs emphasisés pour une meilleure protection des civils

Sommaire







UNE /	Crise de l'éducation au Mali : Un nouveau préavis de grève fait planer la menace cette année aussi	**P 03**
BRÈVES /	Présentation des lettres de créance : L'Union européenne réaffirme son engagement aux côtés du Mali	**P 10**
	Koulouba accueille quatre nouveaux ambassadeurs : Le Mali renforce son ancrage diplomatique	**P 10**
	Sécurité alimentaire au Mali : La BAD et la FAO renforcent leur partenariat stratégique	**P 11**
	Collaboration en synergie des civils au Mali : Les acteurs emphasisés pour une meilleure protection des civils	**P 12**
ACTUALITÉ /	Filière bétail-viande : Le ministre Moussa Alassane Diallo sonne la mobilisation face à la flambée des prix	**P 13**
	Sikasso : Mobilisation accrue autour de la gouvernance sécuritaire locale	**P 15**
POLITIQUE /	Diplomatie : Le Mali renforce ses liens avec la Serbie à travers l'accréditation de l'Ambassadeur Yacouba Diakité	**P 18**
	Cour suprême : Dr Fatoma Thera, l'héritage d'un bâtisseur salué lors d'une émouvante cérémonie de départ à la retraite	**P 20**
CULTURE & SOCIETÉ /	Culture et souveraineté artistique : L'UMUMA et Mamou Daffé accordent leurs violons pour 2026	**P 23**
	Mariage comorien : "Figjo bo figjo", une chanson miroir d'une société en quête d'équilibre	**P 24**
INTERNATIONAL /	Kémi Seba : Au cœur d'une affaire judiciaire complexe	**P 27**
	Mérites politiques : Semer les graines d'un lendemain meilleur	**P 29**
	Mayotte, kingia, migrations de wuambushu à kingia : Une stratégie progressive de contrôle ou une réponse à une crise profonde	**P 32**
SPORT /	Préparation CAN 2026 : Le Mali accroche le pays hôte et rassure	**P 41**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur Hoa Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali
Email : ampikle@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Saw
- **Redacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Saw, Karamoko B. Kelta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

Crise de l'éducation au Mali : Un nouveau préavis de grève fait planer la menace cette année aussi



La crise du système éducatif malien connaît un nouvel épisode de tension. Les syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016 (notamment le SYNEM, le SYNEFCT, le SYLDEF et la FENAREC) ont déposé un préavis de grève de 72 heures, prévu du mercredi 13 au vendredi 15 mai 2026. Une décision qui ravive les inquiétudes quant à une possible perturbation de l'année scolaire, déjà fragilisée par des crises répétées.

Dans une lettre adressée au ministre du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social, les organisations syndicales invoquent plusieurs textes juridiques, allant de la Constitution de la République du Mali aux conventions internationales sur la liberté syndicale, pour justifier la légitimité de leur action. Mais au-delà du cadre légal, c'est l'accumulation de frustrations non résolues qui alimente aujourd'hui la colère du corps enseignant.

Au cœur des revendications figurent l'application de plusieurs procès-verbaux de conciliation restés sans effet, notamment celui du 18 mai 2019 relatif à l'accès des enseignants fonctionnaires des collectivités aux services centraux, ainsi que celui du 13 décembre 2022 portant sur la prime spéciale des enseignants. À cela s'ajoute une demande d'annulation de correspondances administratives jugées défavorables, ainsi que des réformes structurelles touchant à la formation des enseignants et à la gestion de leurs carrières.

Les syndicats dénoncent également la situation des



détenteurs de licence, dont le redéploiement au niveau de l'enseignement secondaire reste une revendication majeure. Ils appellent à une réforme en profondeur du système de formation, notamment à l'École normale supérieure (ENSup), ainsi qu'à la réouverture des facultés, considérées comme essentielles pour garantir un vivier de compétences qualifiées.

Malgré leur attachement affiché au dialogue, les syndicats se disent contraints de recourir à la grève face à ce qu'ils perçoivent comme une inertie des autorités. « Les différentes démarches engagées auprès des autorités n'ont pas permis d'obtenir des avancées concrètes », soulignent-ils, rappelant les résolutions issues de leurs assemblées générales du 14 avril 2026.

Ce nouvel arrêt de travail, s'il est maintenu, pourrait avoir des conséquences importantes sur le calendrier scolaire. À quelques semaines des examens de fin d'année, une paralysie du système éducatif risquerait d'accentuer les retards accumulés et de compromettre la tenue normale des évaluations.

Au-delà de l'impact immédiat, cette énième crise met en lumière les failles structurelles du système éducatif malien. Entre problèmes de gouvernance, insuffisance de moyens, gestion contestée des ressources humaines et manque de dialogue social efficace, le secteur peine à trouver une stabilité durable.

Face à cette situation, l'urgence d'un sursaut s'impose. Le gouvernement est appelé à engager des discussions sérieuses et inclusives pour éviter une nouvelle année scolaire sacrifiée. Car derrière les revendications syndicales, c'est l'avenir de milliers d'élèves qui se joue, dans un contexte national où l'éducation demeure un levier essentiel de développement et de cohésion sociale.

À défaut d'un compromis rapide, le spectre d'une crise prolongée plane sur l'école malienne, confirmant une réalité préoccupante : celle d'un système éducatif pris en étau entre revendications légitimes et réponses institutionnelles insuffisantes.

Yacouba Ongoiba

BANDE ANNONCE INAUGURALE FOPAME



Bamako accueille, du 3 au 6 mai 2026, la première édition du Forum Panafricain des Médias (FOPAME 2026), organisée par la Maison de la Presse du Mali, en partenariat avec les organisations professionnelles des médias et de la communication.

Placée sous le haut parrainage de Son Excellence le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'État, cette rencontre se veut un cadre stratégique de dialogue entre les professionnels des médias, de la communication et les pouvoirs publics du continent.

Panels et tables rondes de haut niveau réuniront plus de deux cents participants venus du District de Bamako, des régions du Mali et de plusieurs pays africains, notamment de la Confédération des États du Sahel (AES).

Entreprises publiques et privées, associez votre image à ce grand rendez-vous africain des médias et de la communication.

FOPAME 2026, du 3 au 6 mai 2026 à Bamako.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter le Comité d'Organisation du FOPAME 2026.

Email : fopamemali@gmail.com
Tél : (+223) 79 99 22 22 / 66 73 69 51

Maison de la Presse
MP

- Fédération Malienne de Football

FEMAFOOT : Mahazou dit Baba Cisset officiellement installé

Elu le jeudi 16 avril dernier à la tête de la FEMAFOOT à l'issue de l'Assemblée Générale Extraordinaire Élective qui s'est tenue à l'hôtel de l'Amitié de Bamako, le nouveau président, Mahazou dit Baba Cisset, a officiellement pris fonction ce mardi 21 avril 2026.

C'était lors d'une cérémonie de passation des charges présidée par le Secrétaire général, Sidi Békaye Magassa, en présence de plusieurs acteurs du football malien notamment des membres du tout nouveau Comité exécutif de l'instance.

Le nouveau Comité Exécutif de la FEMAFOOT est donc officiellement investi de ses fonctions pour les 4 prochaines années.



- Ministère de la Refondation de l'État - Mali - Officiel

STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET SON PLAN D'ACTION 2023-2027 (SNLCC)

Le document de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption au Mali est un cadre de politique publique qui définit la vision, les objectifs et les actions prioritaires de l'État pour prévenir, détecter et sanctionner la corruption.

Il s'inscrit dans les engagements du Mali en matière de bonne gouvernance, transparence et refondation de l'État.

I. Objectif général de la stratégie

L'objectif principal est de :

Réduire durablement la corruption et renforcer l'intégrité dans la gestion des affaires publiques et privées au Mali.

Elle vise notamment à :

- améliorer la transparence dans l'administration publique

- renforcer la redevabilité des agents publics

- protéger les ressources publiques

- restaurer la confiance des citoyens envers l'État

II. Axes stratégiques principaux

La stratégie repose généralement sur plusieurs piliers :

1. Prévention de la corruption

- promotion de l'éthique et de la déontologie

- déclaration de patrimoine

- codes de conduite dans l'administration

- éducation aux valeurs et à l'intégrité

2. Renforcement du cadre juridique et institutionnel

- amélioration des lois anticorruption

- renforcement des organes de contrôle

- coopération entre institutions judiciaires et administratives

3. Détection et répression

- enquêtes sur l'enrichissement illicite

- poursuites judiciaires

- sanctions administratives et pénales

4. Participation citoyenne et transparence

- implication de la société civile

- accès à l'information publique

- protection des lanceurs d'alerte

5. Digitalisation et gouvernance électronique

- dématérialisation des procédures administratives

- réduction du contact direct entre usagers et administration

- traçabilité des opérations financières

III. Secteurs prioritaires souvent ciblés

La stratégie identifie généralement des secteurs à risque élevé de corruption :

- marchés publics

- douanes

- fiscalité

- justice

- sécurité

- gestion foncière

- services publics essentiels

IV. Lien avec la refondation de l'État

Dans le contexte actuel du Mali, la lutte contre la corruption est considérée comme un pilier de la refondation de l'État, car elle permet :

- d'améliorer l'efficacité de l'action publique

- de renforcer la confiance entre citoyens et institutions

- d'assurer une gestion rigoureuse des ressources nationales



- Moussa Naby Diakité 1 h

Le vrai débat!

Le silence est une sagesse quand sur un point, nos informations sont insuffisantes. Il est surtout responsable quand on a pas d'arguments ni de faits à démontrer.

Mais le silence se révèle une lâcheté quand on se tait là où il faut défendre avec raison et lucidité ce qui définit notre appartenance à notre société. Et savoir reconaitre où parler, quand parler, à qui parler, comment parler, pourquoi parler est tout aussi une sagesse.

Une chose est une certitude, nous sommes nombreux à parler, à défendre ou à critiquer, mais peu d'entre nous sommes sincères et assez francs sur les questions les plus essentielles. Les débats les plus intéressants pour le peuple résident dans les analyses et opinions des faits, des actes, les humeurs, les considérations partisanes peuvent attendre.

Je réitère pour ma part, concentrons nous sur la gouvernance, sur la vertu et la vision qui doivent guider dans le service des populations. Et en ce sens, il serait intéressant que les uns et les autres qui y ont été un jour partagent leurs expériences afin d'informer mais surtout de prévenir et de préparer la prochaine génération.



- Victoire AES 223

Saisies d'explosifs, de drogue et de mercure :

La douane inflige une lourde perte aux réseaux criminels

La Brigade Mobile d'Intervention (BMI) des Douanes a une nouvelle fois démontré son efficacité sur le terrain, en réalisant une importante saisie contribuant à la protection de la santé publique et à la sécurité des populations.

En effet, le 17 avril 2026, aux environs de 10 heures, les agents de la BMI ont intercepté, sur la base d'un renseignement douanier, un camion de transport dans la périphérie de Bamako.

La fouille du véhicule a permis de découvrir une cargaison particulièrement préoccupante, composée de 23 bonbonnes de mercure, substance hautement toxique pour l'homme et l'environnement, 1 650 bâtons d'explosifs, représentant un danger réel pour la sécurité publique, 02 rouleaux de cordons détonants, 25 détonateurs et 17 briques de chanvre indien.

Par cette intervention, la BMI confirme son rôle clé dans la lutte contre les trafics illicites dans la capitale et aux environs, notamment ceux impliquant des produits dangereux pouvant porter gravement atteinte à la santé publique, à la sécurité et à l'environnement.

Le Directeur général des Douanes a salué cette performance et adressé ses vives félicitations aux agents engagés sur le terrain, tout en réaffirmant son attachement à une lutte implacable contre les fléaux criminels. Il a, à cet effet, encouragé la poursuite des efforts et le renforcement de la vigilance face à des réseaux de plus en plus organisés.

CCOM-DGD



- Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

En marge de la réunion de haut niveau sur la nouvelle Stratégie Togo- Sahel (2026–2028), Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Conseil, a reçu en audience, le samedi 18 avril 2026 à Lomé, la délégation des Ministres en charge des Affaires étrangères de la Confédération des États du Sahel, Leurs Excellences Messieurs Abdoulaye DIOP du Mali, Karamoko Jean Marie TRAORE du Burkina et Bakary Yaou SANGARE du Niger.

Saisissant cette occasion, la délégation ministérielle a témoigné sa reconnaissance au Président togolais, et salué son heureuse initiative de cette nouvelle stratégie, visant à contribuer à la paix, à la sécurité, au renforcement de la stabilité et au développement durable dans la sous-région. Dans la même veine, elle a souligné les efforts importants des plus hautes Autorités togolaises, dans une approche constructive et un dialogue politique constant pour favoriser le relèvement des défis multiformes au niveau régional.

La Nouvelle Stratégie Togo-Sahel constitue, à cet égard, un document important, dans le cadre du renforcement du dialogue politique avec l'AES, de la coexistence pacifique et du bon voisinage, des échanges socioéconomiques ainsi que de la consolidation de la coopération en matière de sécurité, de lutte contre le terrorisme et de diplomatie régionale et internationale.

Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI.



- Mamadou Sanogo

La synergie des syndicats des enseignants vient de déposer un préavis de #grève de 72 h sur la table du ministre de la fonction publique.

- Kounafoni 24

L'armée malienne a repris le contrôle de plusieurs villages situés près de la frontière avec la Mauritanie

Présentation des lettres de créance : L'Union européenne réaffirme son engagement aux côtés du Mali



Le jeudi 16 avril 2026, une étape significative a été franchie dans l'engagement de l'Union européenne envers le Mali avec la présentation des lettres de créance de son nouvel Ambassadeur, Alberto Cerezo, au Président de la Transition, le général d'Armée, Assimi Goïta.

Cet événement marque le début d'une nouvelle ère dans les relations entre l'Union européenne et le Mali, soulignant l'importance de la coopération continue entre les deux parties. L'Union européenne réaffirme son engagement ferme à soutenir le Mali dans ses efforts pour promouvoir la paix, la sécurité et le développement durable.

Cette nouvelle phase de coopération repose sur les principes de respect mutuel, de confiance renouvelée et d'intérêts partagés, dans le but de garantir le bien-être des populations maliennes. L'Union européenne et le Mali entendent renforcer leurs liens et travailler ensemble pour atteindre des objectifs communs.

Ensemble, ces deux partenaires s'engagent à œuvrer pour un avenir meilleur, où la coopération et la solidarité internationale sont au cœur de leurs actions. L'Union européenne se positionne ainsi comme un allié essentiel du Mali dans sa quête de stabilité et de prospérité.

Cette présentation des lettres de créance de l'Ambassadeur Alberto Cerezo marque un pas important dans la consolidation des relations entre l'Union européenne et le Mali, et ouvre la voie à une collaboration fructueuse et bénéfique pour les deux parties.

Fatou Sissoko

Koulouba accueille quatre nouveaux ambassadeurs : Le Mali renforce son ancrage diplomatique



Le jeudi 16 avril 2026, Son Excellence le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Président de la Transition et Chef de l'État du Mali, a reçu au Palais de Koulouba les lettres de créance de quatre nouveaux Ambassadeurs résidents accrédités auprès de la République du Mali. Cette cérémonie officielle témoigne de la qualité du dialogue et des relations que le Mali entretient avec ses partenaires internationaux, soulignant la volonté des autorités de la Transition de renforcer les relations extérieures basées sur le respect mutuel, la souveraineté des États et une coopération équilibrée.

Les ambassadeurs reçus en audience par le Chef suprême de la diplomatie malienne sont les suivants :

- Son Excellence Mme Viviana HERNANDEZ, Ambassadeur désigné de la République de Cuba près la République du Mali

- Son Excellence Monsieur Alberto CEREZO, Ambassadeur désigné de l'Union européenne près la République du Mali

- Son Excellence Monsieur Umar Sanda AHMED, Ambassadeur désigné de la République du Ghana près la République du Mali

- Son Excellence Monsieur Ahmed Turki Ahmed Al-Turki AL-SUBAIE, Ambassadeur désigné de l'État du Qatar près la République du Mali

En recevant leurs lettres de créance, ces éminentes personnalités diplomatiques entament officiellement leur mission en République du Mali, avec pour responsabilité de renforcer les liens d'amitié, de solidarité et de coopération avec le pays. Le Président de la Transition a salué l'excellence des relations entre le Mali et ses partenaires, réaffirmant la disponibilité du pays à approfondir la coopération bilatérale et multilatérale dans un esprit d'ouverture, de respect mutuel et de bénéfices mutuels.

Cette cérémonie met en lumière le rayonnement diplomatique du Mali et la confiance renouvelée de la communauté internationale envers le pays, engagé dans un processus de refondation nationale et de consolidation de sa souveraineté.

Fatou Sissoko

Sécurité alimentaire au Mali : La BAD et la FAO renforcent leur partenariat stratégique



Le Représentant pays de la African Development Bank Group au Mali, M. Cédric Achille Mbeng Mezui, a récemment discuté avec le Représentant par intérim de la Représentation de la FAO au Mali, M. Dominique Koffy Kouacou, des enjeux liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays. Cette rencontre a été l'occasion de souligner l'importance de renforcer les synergies d'action entre les deux institutions pour adresser les besoins en engrais du Mali et favoriser un développement agricole durable.

Au cœur des échanges, la question des agropoles a été abordée comme levier essentiel pour soutenir les priorités stratégiques du gouvernement malien. En effet, les agropoles représentent une opportunité majeure de promouvoir des systèmes agroalimentaires plus performants, inclusifs et durables. En concentrant les activités agricoles, agro-industrielles et de services connexes dans des zones spécifiques, les agropoles visent à stimuler la productivité, à renforcer les filières agroalimentaires locales et à créer des emplois dans les zones rurales.

Cette initiative s'inscrit dans une dynamique de partenariat renforcé entre la FAO et la BAD au Mali, visant à apporter des réponses concrètes aux défis actuels en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. En combinant l'expertise et les ressources des deux institutions, il est possible de mettre en place des programmes et des projets innovants qui contribueront à améliorer les conditions de vie des populations rurales et à assurer une alimentation saine et durable pour tous.

Dans un contexte où les changements climatiques et les crises alimentaires menacent la stabilité des populations, ce partenariat entre la FAO et la BAD revêt une importance particulière. En unissant leurs forces, ces deux acteurs majeurs du développement international démontrent leur engagement commun en faveur de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la faim au Mali.

Le renforcement du partenariat entre la FAO et la BAD au Mali constitue une avancée significative dans la promotion de systèmes alimentaires durables et résilients. En travaillant ensemble, ces deux institutions contribuent à bâtir un avenir meilleur pour les populations maliennes, en leur offrant des perspectives d'épanouissement et de prospérité à long terme.

Moussa Diarra

Collaboration en synergie des civils au Mali : Les acteurs emphasisés pour une meilleure protection des civils



Le Mali fait face à de nombreux défis en matière de sécurité et de protection des civils, notamment dans un contexte marqué par des tensions et des crises récurrentes. C'est dans ce cadre que s'est tenue la Table ronde pluripartite sur le thème de l'alerte précoce et de la réponse rapide, organisée par le Center for Civilians in Conflict (CIVIC) en collaboration avec WANEP-Mali.

Cette rencontre a réuni divers acteurs, tels que les institutions étatiques, les organisations de la société civile et les partenaires techniques et financiers, dans le but de renforcer la synergie d'action pour une meilleure protection des populations civiles au Mali. WANEP-Mali a joué un rôle crucial en mettant en avant l'importance du Système d'Alerte Précoce et de Réponse Rapide, soutenu par son réseau d'organisations membres et ses moniteurs communautaires présents sur tout le territoire.

Des expériences concrètes ont été partagées lors de cette table ronde, démontrant comment la collaboration étroite entre WANEP-Mali, le Centre National pour la Coordination du Mécanisme d'Alerte Précoce et de Réponse aux Risques et Catastrophes (CNAPE) et les autorités a permis d'anticiper des crises, de désamorcer des tensions et de protéger des vies.

Le message clé qui a émergé de cette rencontre est que l'alerte précoce est essentielle pour prévenir efficacement les conflits, réagir rapidement et efficacement en cas de crise, et ainsi sauver des vies. Il est crucial de renforcer la coopération et la coordination entre tous les acteurs impliqués dans la protection des civils au Mali pour garantir la sécurité et le bien-être de la population.

Cette Table ronde pluripartite a mis en lumière l'importance de l'alerte précoce et de la réponse rapide dans la protection des civils au Mali, et a souligné la nécessité d'une action collective et concertée pour faire face aux défis sécuritaires et humanitaires auxquels le pays est confronté.

Fatou Sissoko

Filière bétail-viande : Le ministre Moussa Alassane Diallo sonne la mobilisation face à la flambée des prix



Dans un contexte marqué par une hausse persistante du prix de la viande et des tensions croissantes sur la chaîne d'approvisionnement, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Moussa Alassane Diallo, a engagé une large concertation avec les acteurs de la filière bétail-viande. La rencontre, tenue ce lundi 20 avril 2026, a réuni les principales interprofessions ainsi que les structures techniques concernées, autour d'un objectif commun : identifier des solutions durables à une crise qui impacte directement le pouvoir d'achat des ménages maliens.

Au cœur des échanges, la question de l'augmentation des prix de la viande a dominé les débats. Tous les participants ont dressé un constat unanime : la situation actuelle pèse lourdement sur les consommateurs et fragilise l'équilibre du marché. Parmi les facteurs évoqués, la délocalisation des Garbals — marchés à bétail essentiels dans les circuits traditionnels — a été identifiée comme un élément aggravant. Cette reconfiguration des points d'échange a contribué à désorganiser les circuits d'approvisionnement, entraînant une hausse des coûts logistiques et, par ricochet, des prix à la consommation.

Au-delà de cette problématique conjoncturelle, les discussions ont mis en lumière des défis structurels plus profonds qui affectent durablement la filière. Les coûts de production apparaissent en nette augmentation, notamment sous l'effet de la flambée des prix de l'aliment bétail, en particulier les tourteaux. Cette pression sur les intrants réduit les marges des éleveurs et des acteurs intermédiaires, accentuant les tensions sur toute la chaîne de valeur.

Autre sujet de préoccupation majeur : l'érosion du cheptel national. Plusieurs intervenants ont alerté sur une diminution progressive du potentiel pastoral du Mali, qu'ils attribuent à un relâchement dans la gestion des ressources animales et à une valorisation insuffisante du secteur. Cette tendance, si elle se confirme, pourrait compromettre



la capacité du pays à répondre durablement à la demande intérieure en produits carnés.

Les artisans bouchers, en première ligne face aux consommateurs, ont également exprimé leurs inquiétudes. Ils ont insisté sur les difficultés quotidiennes auxquelles ils sont confrontés, entre hausse des coûts d'approvisionnement et pression des clients, tout en saluant l'écoute attentive du ministre à leurs préoccupations.

Face à l'ampleur des défis, les interprofessions ont remis au ministre une note technique détaillant une série de propositions articulées autour de mesures à court, moyen et long termes. Parmi les pistes évoquées figurent la régulation des prix de l'aliment bétail, la réorganisation des circuits d'approvisionnement, ainsi que des actions visant à renforcer la productivité et la résilience du secteur.

Dans la foulée, Moussa Alassane Diallo a instruit l'organisation de réunions techniques approfondies impliquant la Direction générale du commerce, de la consommation et de la concurrence (DGCC), la Direction nationale des productions et des industries animales (DNPIA) et l'ensemble des parties prenantes. L'objectif est d'examiner de manière rigoureuse les solutions proposées et d'aboutir à des mesures concrètes.

Une seconde séance de travail est d'ores et déjà prévue dans une semaine. Elle devra permettre de consolider les propositions et d'avancer vers des réponses opérationnelles, en cohérence avec l'axe 3 de la lettre de cadrage adressée au gouvernement par le Président de la Transition. À travers cette démarche concertée, les autorités entendent répondre aux besoins vitaux des populations tout en posant les bases d'une filière bétail-viande plus structurée, compétitive et durable.

Karamoko B Keita

Sikasso : Mobilisation accrue autour de la gouvernance sécuritaire locale



Dans la dynamique de réforme du secteur de la sécurité au Mali, la région de Sikasso s'impose progressivement comme un laboratoire d'expérimentation de la gouvernance sécuritaire participative. À travers l'opérationnalisation des Comités Consultatifs de Sécurité Communaux (CCS-C), les autorités et leurs partenaires entendent renforcer l'implication des acteurs locaux dans la gestion des enjeux sécuritaires, dans un contexte national marqué par des défis persistants.

C'est dans ce cadre que WANEP-Mali, sous le leadership du Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité (CRSS) et avec l'appui de la mission EUCAP Sahel Mali, a poursuivi ses actions de mobilisation et de sensibilisation dans la commune urbaine de Sikasso. Cette initiative s'inscrit dans une approche inclusive visant à rapprocher les dispositifs de sécurité des réalités locales, en favorisant le dialogue entre les différents acteurs concernés.

La rencontre organisée à Sikasso a permis de réunir un large éventail de parties prenantes, notamment les autorités administratives, les Forces de Sécurité Intérieure ainsi que les acteurs communautaires. L'objectif était de construire une vision partagée de la sécurité, reposant sur la concertation, la confiance mutuelle et la responsabilité collective.

Au cœur des échanges, la nécessité d'une appropriation effective des mécanismes de sécurité par les acteurs locaux a été largement soulignée. Les participants ont reconnu que la réussite des CCS-C dépend avant tout de leur capacité à s'ancrer durablement dans les pratiques locales et à répondre de manière adaptée aux préoccupations des populations.

Les discussions ont également mis en lumière les défis spécifiques liés à la coordination des actions sécuritaires dans un environnement urbain en pleine évolution. La diversité des acteurs impliqués, conjuguée à la complexité des en-



jeux sécuritaires, exige en effet la mise en place d'un cadre structuré, capable de favoriser la cohérence et l'efficacité des interventions.

Dans ce contexte, les CCS-C apparaissent comme des outils essentiels pour améliorer la gouvernance sécuritaire à l'échelle communale. En facilitant le dialogue entre les forces de défense et de sécurité et les communautés, ces comités contribuent à instaurer un climat de confiance, indispensable à la prévention des conflits et à la gestion des crises.

Par ailleurs, les participants ont insisté sur l'importance de renforcer les capacités des acteurs locaux, afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans ce dispositif. La formation, l'accompagnement technique et le partage d'expériences ont été identifiés comme des leviers clés pour consolider les acquis et garantir la pérennité des initiatives engagées.

À Sikasso, cette étape marque ainsi une avancée significative dans la mise en œuvre de la Réforme du Secteur de la Sécurité. Elle témoigne de la volonté des autorités et de leurs partenaires de promouvoir une approche participative et inclusive, fondée sur l'écoute et la collaboration.

Au-delà de la région, cette expérience pourrait servir de modèle pour d'autres collectivités du pays, confrontées aux mêmes défis. Car, comme l'ont souligné plusieurs intervenants, la sécurité ne peut être durable que si elle est partagée et co-construite avec les populations.

En consolidant la mobilisation et l'appropriation locales, Sikasso ouvre ainsi la voie à une gouvernance sécuritaire renouvelée, plus proche des citoyens et mieux adaptée aux réalités du terrain.

Karamoko B Keita

FORUM PANAFRICAIN DES MEDIAS

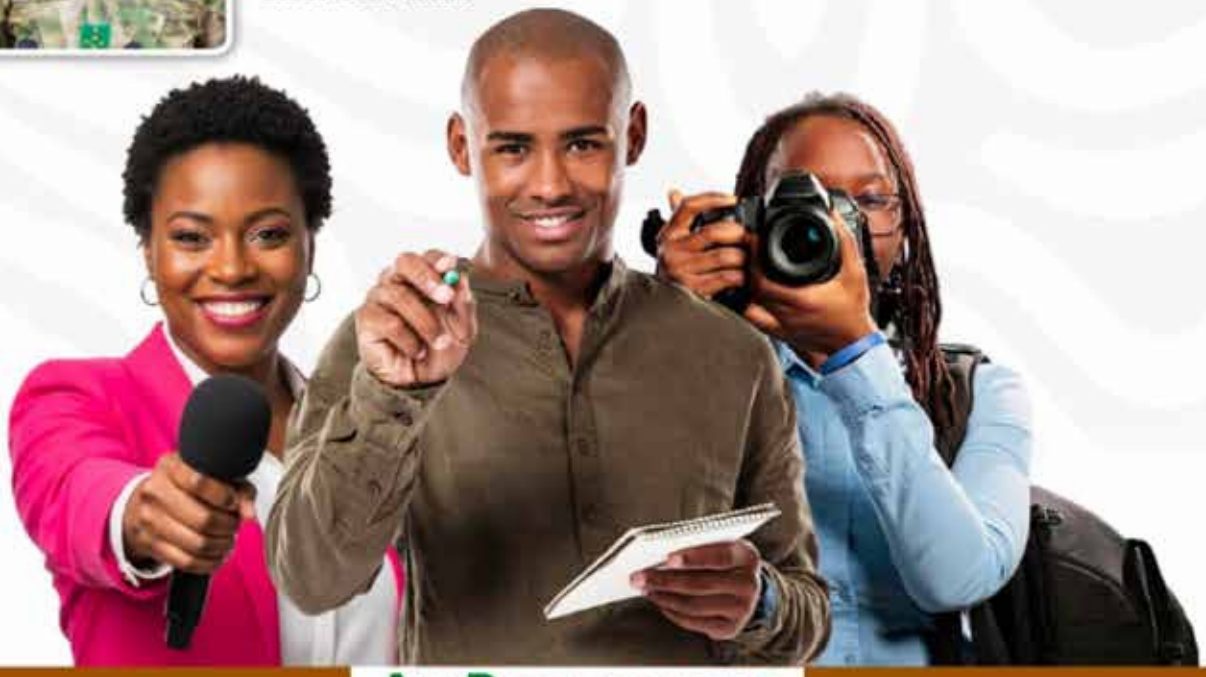
FOPAME 2026

DU 3 AU 6 MAI 2026
À BAMAKO

Thème : « Unir les voix, renforcer les liens entre médias d'Afrique »



Sous la Haute Présidence de Son Excellence,
le Général d'Armée Assimi Goita, Président de la Transition,
Chef de l'Etat



Au Programme

Panels & Tables Rondes de haut niveau

Entreprises publiques et privées, associez votre image à ce grand rendez-vous africain des médias et de la communication.

Diplomatie : Le Mali renforce ses liens avec la Serbie à travers l'accréditation de l'Ambassadeur Yacouba Diakité



Le Mali poursuit le renforcement de son réseau diplomatique et de ses partenariats internationaux. Le jeudi 16 avril 2026, Son Excellence Monsieur Yacouba Diakité, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Mali près la République de Serbie, avec résidence à Rome, a officiellement présenté ses lettres de créance au Président serbe, Son Excellence Aleksandar Vučić, lors d'une cérémonie solennelle tenue à Belgrade.

Cet acte protocolaire marque le début officiel de la mission diplomatique de l'Ambassadeur Diakité en Serbie et traduit la volonté des autorités maliennes de consolider leurs relations avec ce partenaire européen. À travers cette accréditation, Bamako entend impulser une nouvelle dynamique à la coopération bilatérale, fondée sur le respect mutuel, la solidarité et la convergence des intérêts stratégiques.

Au cours de l'audience qui a suivi la cérémonie, l'Ambassadeur Yacouba Diakité a transmis au Président Aleksandar Vučić les salutations fraternelles et chaleureuses de Son Excellence le Général d'Armée Assimi Goïta, Président de la Transition, Chef de l'État du Mali. Ce geste, hautement symbolique, témoigne de l'importance accordée par les plus hautes autorités maliennes au développement des relations avec la Serbie.

Les échanges entre les deux personnalités ont permis d'aborder plusieurs axes de coopération jugés prioritaires. Parmi ceux-ci figurent notamment l'industrie de la défense, la lutte contre le terrorisme, le développement éco-



nomique, les télécommunications ainsi que la formation continue. Ces domaines reflètent des enjeux stratégiques pour les deux pays, dans un contexte international marqué par des défis sécuritaires et économiques croissants.

La question sécuritaire a particulièrement retenu l'attention, dans la mesure où le Mali, confronté à une crise multidimensionnelle, cherche à diversifier ses partenariats afin de renforcer ses capacités de défense et de stabilisation. Dans cette optique, la coopération avec la Serbie, reconnue pour son expertise dans certains segments industriels et technologiques, pourrait offrir des perspectives intéressantes.

Par ailleurs, le développement économique et les télécommunications ont été identifiés comme des secteurs porteurs pour une collaboration accrue. Le renforcement des investissements, le transfert de technologies et la formation des ressources humaines constituent autant de leviers susceptibles de soutenir les ambitions de développement du Mali.

La formation continue, quant à elle, apparaît comme un pilier essentiel pour accompagner la montée en compétence des cadres et des techniciens maliens. Elle s'inscrit dans une vision de long terme visant à consolider les bases d'un développement durable et inclusif.

Cette présentation des lettres de créance s'inscrit ainsi dans une dynamique plus large de redéfinition et de diversification des partenariats du Mali sur la scène internationale. Elle illustre la volonté des autorités de la Transition de renforcer les relations bilatérales avec des partenaires variés, dans une approche pragmatique et orientée vers les résultats.

En définitive, l'accréditation de l'Ambassadeur Yacouba Diakité en Serbie ouvre une nouvelle page dans les relations entre Bamako et Belgrade. Elle témoigne d'une ambition commune de hisser la coopération à un niveau supérieur, au bénéfice des deux nations et de leurs peuples, dans un esprit d'amitié durable et de collaboration mutuellement avantageuse.

Yacouba Ongoiba

Cour suprême : Dr Fatoma Thera, l'héritage d'un bâtisseur salué lors d'une émouvante cérémonie de départ à la retraite



La Cour suprême du Mali a vécu, ce lundi 20 avril 2026, un moment d'une rare intensité, mêlant solennité institutionnelle et émotion humaine. Dans la salle des 1000 places désormais baptisée « Salle Dr Fatoma Thera », l'institution judiciaire a rendu un vibrant hommage à douze de ses serviteurs admis à faire valoir leurs droits à la retraite, dont onze cadres et un chauffeur. Parmi eux, deux femmes, incarnant la contribution essentielle mais souvent discrète de la gent féminine à la haute administration judiciaire.

Placée sous la haute présidence du ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Mamoudou Kassogué, la cérémonie a rassemblé un parterre d'autorités nationales et di-



plomatiques, des magistrats, des auxiliaires de justice ainsi que les familles des récipiendaires. Au-delà de l'hommage collectif, un nom a dominé les esprits : celui du Dr Fatoma Thera, ancien Président de la Cour suprême, dont l'empreinte continue de marquer durablement l'institution.

Prenant la parole, le Président par intérim de la Cour suprême, Bamassa Sissoko, a su donner à l'événement une portée à la fois institutionnelle et mémorielle. Dans un discours empreint de respect et de profondeur, il a salué l'engagement de ces femmes et hommes qui ont contribué à consolider la crédibilité et l'autorité de la justice malienne. Des greffiers, « mémoire vivante de l'institution », aux présidents de sections, « artisans de décisions structurantes », en passant par le personnel d'appui, tous ont été honorés pour leur dévouement.

Mais c'est l'évocation du parcours du Dr Fatoma Thera qui a constitué le moment fort de la cérémonie. Présenté comme un « bâtisseur de justice », l'ancien président de la haute juridiction est crédité d'une transformation profonde de la Cour suprême. Sous son impulsion, l'institution a connu une modernisation significative, marquée par la création de services stratégiques, la digitalisation des décisions et une ouverture accrue à l'international.

La « méthode Thera », fondée sur l'exemplarité, l'exigence et la valorisation du mérite, a permis d'atteindre des résultats sans précédent. Le nombre de dossiers traités est passé de 300 à 400 auparavant à plus de 1000 dossiers annuels, illustrant un changement de culture administrative orienté vers la performance et la redevabilité.

Au-delà des chiffres, c'est une vision de la justice que Dr Thera aura incarnée : une justice indépendante, crédible et garante des libertés. Dans un contexte national marqué par la transition, son action a contribué à renforcer le rôle du pouvoir judiciaire comme pilier de l'État de droit.

La reconnaissance de la Nation s'est traduite par son élévation au grade de Grand Officier de l'Ordre national du Mali par le Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta. La Cour suprême a, quant à elle, consacré son héritage en lui attribuant le titre de Président Honoraire à vie et en donnant son nom à l'une de ses principales salles.

Cette cérémonie aura également mis en lumière la stature de Bamassa Sissoko, dont la posture empreinte de rigueur et d'humilité rassure quant à la continuité institutionnelle. À travers cet hommage, la justice malienne ne se contente pas de tourner une page : elle inscrit son action dans une dynamique de transmission et de consolidation, portée par l'exemple de ses serviteurs les plus émérites.

Yacouba Ongoiba

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Culture et souveraineté artistique : L'UMUMA et Mamou Daffé accordent leurs violons pour 2026





Une délégation de l'Union des Musiciens du Mali (UMUMA) a été reçue en audience ce lundi 20 avril 2026 par le Ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, M. Mamou DAFFÉ. Cette rencontre était dirigée par le Président d'honneur de l'UMUMA, M. Barou DIALLO, et son Secrétaire Général, M. Dialy Madi CISSOKO.

L'objectif de cette rencontre était de présenter l'organisation UMUMA et d'annoncer la célébration de la Fête de la musique, prévue le 21 juin 2026, sous le thème «La culture, pilier pour bâtir le Mali nouveau». L'UMUMA, créée il y a six ans, a pour mission de structurer le secteur musical au Mali, de défendre les droits des artistes et de promouvoir une organisation professionnelle du milieu.

Lors de cette réunion, le Ministre a informé les membres de la délégation de l'adoption de la loi fixant le régime de la propriété littéraire et artistique, une avancée majeure dans la protection des droits des artistes. Cette nouvelle a été saluée par les musiciens présents qui ont félicité le Ministre DAFFÉ pour cette avancée significative.

En vue de la Fête de la musique 2026, l'UMUMA sollicite l'accompagnement du Ministère pour garantir le succès de l'événement et assurer une mobilisation nationale autour du thème choisi. Le Ministre Mamou DAFFÉ a exprimé sa reconnaissance envers l'engagement constant de l'UMUMA dans la promotion de la musique malienne et la défense des artistes. Il a également assuré le soutien de son département, réaffirmant que la culture demeure un pilier essentiel pour bâtir le Mali nouveau.

Cette rencontre entre l'UMUMA et le Ministre DAFFÉ témoigne de la collaboration fructueuse entre le secteur musical et les autorités pour promouvoir la culture et soutenir les artistes au Mali. La Fête de la musique 2026 s'annonce comme un événement majeur pour célébrer la richesse musicale du pays et renforcer la place de la culture dans la construction d'un Mali nouveau et prospère.

Fatou Sissoko

Mariage comorien : “Figjo bo figjo”, une chanson miroir d’une société en quête d’équilibre



À travers la chanson comorienne “Figjo bo figjo”, c’est bien plus qu’une simple œuvre musicale qui retentit dans l’espace public. Ce titre, aujourd’hui considéré comme l’un des plus marquants de l’année, s’impose comme une lecture critique et profonde des réalités sociales entourant le mariage dans la culture comorienne. Derrière la mélodie, un message puissant : celui du rappel des valeurs, de l’engagement et de la responsabilité dans le couple.

Dans la tradition comorienne, le mariage ne se réduit pas à une union entre deux individus. Il constitue un véritable pilier social, engageant familles, lignées et réputation. Il est fondé sur des normes construites au fil du temps, visant à préserver l’équilibre du foyer, la dignité de la femme et la responsabilité de l’homme. Dans cette architecture, chacun a une place définie, non dans une logique de domination, mais dans un souci d’harmonie et de stabilité.

La chanson met en lumière une réalité préoccupante : la perte progressive de ces repères. De plus en plus, certaines dynamiques sociales tendent à inverser ou à brouiller les rôles. Des comportements opportunistes émergent, où certains hommes semblent se décharger de leurs responsabilités traditionnelles, attendant d’être soutenus, voire entretenus. Une situation qui fragilise les fondements mêmes du mariage et installe un déséquilibre durable.



Pour autant, ce constat ne remet pas en cause la place active et essentielle de la femme. Bien au contraire. Dans la vision portée par cette chanson, la femme est une partenaire à part entière, digne de respect et de considération. Mais lorsque l'homme n'assume plus son rôle de pilier, de protecteur et de bâtisseur, l'équilibre du couple se trouve inévitablement menacé.

Au-delà du couple, c'est toute la structure sociale qui peut vaciller. Le mariage comorien repose sur une logique de construction à long terme, nécessitant maturité, vision et engagement. Or, certaines unions contemporaines semblent désormais s'inscrire dans une temporalité plus fragile, sans fondations solides ni projection durable. Une évolution qui interroge sur la pérennité des valeurs culturelles.

Dans ce contexte, "Figjo bo figjo" agit comme un signal d'alerte. Elle invite à une prise de conscience collective, notamment du côté des hommes. Car avant d'exiger respect, amour ou soutien, encore faut-il être capable d'incarner responsabilité, stabilité et dignité. La chanson rappelle que le mariage ne tient pas sur des promesses, mais sur des actes concrets, répétés au quotidien.

Un autre phénomène évoqué, de manière implicite mais forte, est celui que certains qualifient de « retrait féminin ». Face à des déséquilibres persistants, certaines femmes choisissent de ne plus porter seules le poids du foyer. Ce n'est ni une opposition ni une révolte, mais une forme de protection et de lucidité. Une alerte silencieuse qui, si elle se généralise, pourrait avoir des conséquences profondes sur la cohésion sociale.

Ainsi, cette œuvre musicale dépasse largement le cadre du divertissement. Elle devient un outil de réflexion, un miroir des transformations sociales en cours, et un appel à réajuster les comportements. Entre tradition et modernité, le défi reste de préserver l'essentiel : un mariage fondé sur le respect mutuel, la responsabilité partagée et la volonté commune de construire.

Fait à Genève, ce regard posé sur le mariage comorien se veut avant tout un appel à l'apaisement, à la conscience et à la restauration du sens dans les relations humaines.

Moctar Sow

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber; pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Resultats et Ameliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA.

Kémi Seba : Au cœur d'une affaire judiciaire complexe



L'activiste Kémi Seba, connu pour son engagement en faveur de la souveraineté africaine, se retrouve au centre d'une affaire judiciaire complexe suite à son arrestation à Pretoria et sa comparution pour des questions administratives liées à son séjour en Afrique du Sud.

Son maintien en détention jusqu'à la date de l'examen de sa demande de libération sous caution, fixée au 29 avril, suscite déjà de vives réactions à travers le continent. Kémi Seba, à la tête de l'organisation Urgences panafricanistes, est une figure majeure du panafricanisme contemporain, prônant la souveraineté monétaire africaine, la dénonciation du néocolonialisme, la valorisation des ressources du continent, la solidarité entre les peuples africains et l'émergence d'institutions africaines fortes.

Avec plus de 1,5 million d'abonnés sur les réseaux sociaux, il a su rassembler une audience considérable, particulièrement parmi la jeunesse africaine en quête de nouveaux repères politiques.

L'évocation d'une demande d'asile politique à Pretoria lors de sa comparution judiciaire souligne la sensibilité du dossier, mêlant des enjeux juridiques, diplomatiques et politiques. L'Afrique du Sud, en tant que puissance régionale majeure, pourrait jouer un rôle crucial dans l'issue de cette affaire en fonction des décisions de ses juridictions.

Parallèlement, le Bénin a confirmé la préparation d'un dossier d'extradition, ouvrant la voie à des procédures diplomatiques qui pourraient prendre plusieurs semaines, voire davantage, en fonction de différents facteurs juridiques et conventionnels.

Kémi Seba incarne un affrontement symbolique entre deux visions de l'Afrique : celle souverainiste, prônant l'indépendance et de nouvelles alliances stratégiques, et celle plus institutionnelle, ancrée dans les cadres diplomatiques traditionnels et les partenariats historiques.

Son discours percutant et son engagement envers une Afrique maîtresse de son destin expliquent à la fois le soutien, l'admiration, les critiques et les oppositions qu'il suscite en fonction des sensibilités politiques.



En somme, Kémi Seba demeure une figure controversée mais indéniablement marquante dans l'espace panafricain, où son soutien reste remarquable, notamment dans l'espace sahélien.L'influenceur panafricaniste dont il est question dans cette requête semble jouer un rôle crucial dans plusieurs pays du Sahel, notamment au Mali, au Burkina Faso et au Niger, en raison de sa forte popularité et de la pertinence de son discours pour les opinions publiques locales. Son message semble résonner particulièrement auprès des jeunes Africains qui voient en lui un défenseur de certaines aspirations longtemps négligées.

Les thèmes abordés par cet influenceur panafricaniste, tels que la dignité africaine, le contrôle des richesses nationales, la sécurité autonome, la coopération Sud-Sud et le respect des choix souverains des peuples, sont des sujets d'une grande importance pour de nombreux habitants de la région qui réclament davantage d'indépendance stratégique.

L'éventuelle extradition de Kémi Seba ne serait pas simplement un fait divers judiciaire, mais plutôt un événement qui revêt une signification symbolique majeure. Pour ses partisans, cela pourrait être interprété comme une tentative de faire taire une voix dissidente et influente qui représente des idées contestataires. En revanche, pour d'autres, il s'agirait d'un processus strictement légal qui doit être respecté.

Cette affaire est suivie avec attention sur tout le continent africain, car elle touche à des questions sensibles liées à la liberté d'expression, à la dissidence politique et au respect des droits individuels. Elle reflète également les tensions existantes entre les autorités en place et les voix dissidentes qui remettent en question l'ordre établi.

En résumé, l'influence de l'influenceur panafricaniste dans les pays du Sahel et les enjeux entourant son éventuelle extradition soulignent l'importance des questions de souveraineté, de liberté d'expression et de démocratie en Afrique, et mettent en lumière les défis auxquels sont confrontés de nombreux pays du continent dans leur quête d'indépendance et de progrès.

Arouna Sidibé

Mérites politiques : Semer les graines d'un lendemain meilleur



(Note de l'éditeur : Cet article représente le point de vue de l'auteur Karim Badolo et pas nécessairement celui de CGTN.)

Lors d'un récent séjour à Yiwu, ville carrefour du commerce mondial, située dans la province chinoise du Zhejiang, un homme d'affaires sénégalais nous a fait part de ce qui a bâti la réputation de la localité. Témoin privilégié du miracle économique de Yiwu, il y réside depuis plus d'une vingtaine d'années, il a résumé la success-story de la ville en ces termes : Les responsables locaux de Yiwu ont fait preuve d'un leadership remarquable en concrétisant une vision noble qui a été de faire de leur ville, un hub international du commerce. Ils ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour attirer les investisseurs, ce qui a permis de transformer significativement la ville. Ils ont créé les opportunités pour tout le monde sans distinction. Les étrangers ont largement profité de cette vision pour faire fructifier leurs activités. La vision à long terme de leaders locaux a porté ses fruits et continue de consolider la réputation de Yiwu en tant que pôle économique majeur en Chine. Ce témoignage reflète la portée de la campagne de sensibilisation lancée par le Parti communiste chinois (PCC) en fin février 2026 afin de guider ses membres, notamment ses responsables, dans l'acquisition et la mise en pratique d'une vision juste des mérites politiques. Mais que faut-il entendre par mérites politiques ?

Le concept pourrait s'appréhender comme un principe qui invite à s'appuyer sur la réalité, à agir conformément aux lois et à produire des résultats qui résistent à l'épreuve de la pratique et de l'histoire, profitent véritablement au peuple et gagnent la reconnaissance du public grâce à une prise



de décision judicieuse et au travail solide. Il invite le leader politique, quel que soit son niveau de responsabilité, à être irréprochable dans la conduite des affaires publiques. La campagne, qui se poursuivra jusqu'en juillet de cette année, se justifie pleinement d'autant plus que des transitions seront opérées au sein des équipes dirigeantes locales à différents niveaux. À cela, il précise que 2026 est la première année de mise en œuvre du 15e plan quinquennal de développement national (2026-2030) et il importe de mieux outiller les équipes dirigeantes dans la réalisation des ambitions de cette feuille de route importante. Les mérites politiques stipulent l'impératif de privilégier le bien-être du peuple et de valoriser les résultats tangibles à long terme, qui ne seront peut-être pas immédiatement visibles, mais qui sont obtenus grâce à une prise de décision judicieuse et des actions concrètes. Une fois de plus, l'exemple du développement spectaculaire de Yiwu, qui rime de nos jours avec prospérité, confirme l'idée d'actions pensées sur le long terme.

L'atteinte des objectifs de développement économique et du bien-être du peuple repose sur un leadership qui se distingue par l'exemplarité, la compétence et l'efficacité. La probité des cadres dirigeants constitue la garantie fondamentale de leurs mérites politiques. Comme l'a si bien mentionné le président chinois Xi Jinping, l'efficacité sans cesse croissante de l'autogestion du Parti est la garantie ultime du développement économique et social. En clair, les leaders politiques sont appelés à faire preuve de responsabilité, à agir conformément à la loi et à s'appuyer sur la réalité pour planifier les décisions. Il est attendu d'eux qu'ils sachent affronter les défis auxquels sont confrontées les populations afin d'améliorer leurs conditions de vie.

Dans ce cas de figure, l'exemple de Jiao, secrétaire du comité du Parti pour le district rural peu connu de Lankao, dans la province du Henan (centre), au début des années 1960 est très parlant. En effet, ce dernier a mobilisé la population pour parer aux tempêtes de sable, aux inondations et à la salinisation généralisée des sols en érigeant des barrières forestières pour lutter contre l'avancée du sable et les inondations. Son esprit d'initiative et son dévouement au peuple ont porté leurs fruits et amélioré conséquemment les conditions de vie de sa communauté. Tel est le type de leadership que devraient incarner



les responsables politiques afin de réussir la mise en œuvre du 15e plan quinquennal.

Loin d'être une occasion de se targuer de ses privilèges, assumer une responsabilité politique revient à travailler inlassablement pour répondre aux attentes de la population. Autrement dit, les petits calculs, les ambitions personnelles doivent s'effacer devant l'intérêt général. La poursuite d'une prospérité commune pour tous et la construction d'un grand pays socialiste moderne d'ici à 2050 ont besoin de leaders qui osent façonner l'avenir en s'appuyant sur la réalité. Il importe pour eux d'éviter tomber dans la facilité à vouloir répliquer trait pour trait des expériences réussies de développement dans des localités inadaptées. Certes, les meilleurs exemples peuvent être des sources d'inspiration, mais ils ne sauraient être des recettes qui s'appliqueraient partout. Les initiatives de développement qui réussissent sont celles qui prennent appui sur les réalités où elles doivent être mises en œuvre. Une gouvernance vertueuse est celle qui cherche une adéquation entre les solutions et les priorités et les réalités locales. La Chine a fait des prouesses en matière de transition écologique et vise le pic des émissions de dioxyde de carbone avant 2030 et la neutralité carbone avant 2060 en partant d'un bon diagnostic de la réalité.

Loin d'être une course de vitesse, l'engagement politique au service du développement est une course de relais qui s'inscrit dans le long terme. La réalisation d'un développement n'est pas non plus une chevauchée vers les résultats immédiats. C'est un processus qui requiert de la rigueur, de la méthode et de la persévérance. Le leadership se vérifie aussi dans la capacité à se projeter dans l'avenir.

C'est à l'aune de la vision à long terme que l'on peut véritablement mesurer les mérites politiques. Dans sa vision, Xi Jinping a indiqué que l'adhésion à un développement de haute qualité doit être un élément essentiel de la vision des mérites politiques par les responsables. D'où son appel à mettre en œuvre la nouvelle vision tout au long du processus de développement économique et social, et à améliorer les mécanismes d'évaluation des performances. En un mot, les mérites politiques reviennent à faire preuve de discipline, de rigueur, à être conscient des réalités et à oser affronter les défis pour semer les graines de lendemains qui chantent.

Source: cgtn français

Mayotte, kingia, migrations de wuambushu à kingia : Une stratégie progressive de contrôle ou une réponse à une crise profonde



DE WUAMBUSHU 2023 À KINGIA 2026, UNE CONTINUITÉ POLITIQUE ASSUMÉE

Comment comprendre l'enchaînement des opérations sécuritaires à Mayotte et leur évolution dans le temps ?

L'opération Wuambushu, lancée au printemps 2023, n'a pas constitué un simple épisode de réponse ponctuelle à une tension locale. Elle a marqué un tournant dans la manière dont l'État français a choisi d'aborder la gestion du territoire mahorais, en articulant dans une même logique la question de l'immigration dite irrégulière, celle de l'habitat insalubre, celle de la délinquance et celle de la reprise en main de l'ordre public. Cette opération a été portée dans un contexte de forte pression politique et sécuritaire, sous l'autorité du ministère de l'Intérieur, avec l'appui de la préfecture de Mayotte, dans une volonté affichée de restaurer l'autorité de l'État sur un territoire présenté comme fragilisé, saturé et sous tension.

Ce cadre n'est pas né de manière spontanée. Il s'inscrit dans une continuité de politiques déjà engagées sur le territoire, mais avec une intensification nette à partir de 2023. En 2024, des dispositifs comme Place nette Mayotte sont venus prolonger cette orientation sans en modifier la philosophie profonde. En 2026, l'opération Kingia apparaît alors moins comme une rupture que comme une reformulation, un redéploiement, un nouvel habillage stratégique d'une même logique d'intervention, avec un vocabulaire plus apaisant, plus protecteur dans sa formulation, mais une architecture de fond qui demeure comparable.

Dans les perceptions locales, cette continuité est clairement identifiée. Les expressions Wuambushu 1, Wuambushu 2, puis aujourd'hui Wuambushu 3 ne relèvent pas du langage administratif officiel, mais d'une lecture populaire d'une réalité politique bien comprise par les habitants. Elles traduisent une mémoire collective des opérations successives, une compréhension intuitive de leur intensification, et le sentiment que les dispositifs changent de forme et de nom tout en s'inscrivant dans une même progression. La question qui s'impose alors est la suivante : assiste-t-on à une succession de réponses conjoncturelles à une crise persistante, ou à la mise en place progressive d'un modèle durable de gestion des mobilités humaines, des fragilités territoriales et des populations perçues comme en excès ou en tension ?

KINGIA, UNE OPÉRATION DE PROTECTION OU UNE REDÉFINITION DU RAPPORT À



L'HUMAIN

Que signifie réellement protéger dans un contexte de déplacement massif des populations ?

Le terme Kingia, présenté comme signifiant protéger en shimaoré, n'est pas neutre. Il introduit dans le discours institutionnel une charge morale, symbolique et presque affective, qui donne immédiatement à l'opération une apparence de légitimité protectrice. Le mot rassure, il enveloppe la politique dans une sémantique de préservation, de sécurisation et de défense des habitants. Pourtant, dès lors que l'on quitte le seul niveau du vocabulaire pour regarder les réalités concrètes du terrain, une tension apparaît. Protéger suppose d'abord de savoir qui l'on protège, de quoi, par quels moyens, et avec quelles conséquences pour ceux qui se trouvent de l'autre côté de cette protection.

La population locale exprime légitimement un besoin de sécurité, de stabilité, de dignité de vie et d'apaisement d'un climat devenu lourd. Ce besoin ne peut être nié. Mais, dans le même temps, les populations migrantes, souvent déjà fragilisées par des trajectoires d'exil, des contextes de pauvreté, des ruptures familiales ou des formes de violence structurelle, deviennent les premières exposées aux effets directs des politiques de déplacement, d'éloignement, de précarisation et de désorganisation sociale. La notion de protection devient alors relative. Elle varie selon la place occupée dans l'espace administratif, territorial et politique. Elle peut être ressentie comme une sécurité retrouvée pour certains et comme une mise à l'écart brutale pour d'autres.

L'opération Kingia, annoncée en 2026, s'inscrit officiellement dans une stratégie globale de renforcement de la sécurité à Mayotte. Pilotée par la préfecture, elle vise à intensifier la lutte contre la délinquance, l'économie informelle et l'habitat insalubre, tout en affirmant une présence renforcée de l'État sur l'ensemble du territoire. Mais cette définition officielle ne suffit pas à elle seule à épuiser la réalité de ce qu'une telle opération produit. Une opération d'une telle ampleur ne crée pas seulement des effets immédiats de visibilité politique ou de reprise de contrôle. Elle reconfigure durablement les équilibres sociaux, les trajectoires humaines, les rapports entre populations et institutions, ainsi que les perceptions collectives de la légitimité et de l'exclusion.

À ce stade, Kingia ne peut donc plus être comprise uniquement comme une action sécuritaire ponctuelle. Elle peut aussi être interprétée comme un dispositif structurant, capable de s'adapter, de se redéployer et de s'articuler à d'autres outils de l'action publique. Une question plus profonde émerge alors : Kingia participe-t-elle à redéfinir le rapport entre territoire, autorité publique et population, dans une logique où sécurité, contrôle des flux et gestion des vulnérabilités deviennent les trois faces d'un même dispositif ?

Au-delà de sa traduction littérale, le

terme Kingia, qui renvoie à l'idée de protéger, ne peut être compris uniquement dans son sens immédiat. Il s'inscrit également dans une dimension culturelle et symbolique plus large, en lien avec la TRADITION, où la protection ne se limite pas à une action sécuritaire, mais implique une responsabilité morale, sociale et collective. Protéger, dans ce sens, suppose préserver l'équilibre, maintenir les liens, garantir la dignité et assurer une forme de continuité humaine. Cette profondeur du mot entre en tension avec son usage dans un cadre politique et institutionnel.

Car nommer une opération « Kingia » n'est pas neutre. C'est un choix qui oriente la perception, qui construit un récit, qui légitime une action avant même qu'elle ne soit pleinement analysée. Le langage devient ici un outil stratégique. Il encadre le débat, il rassure, il donne une direction. Mais il peut aussi produire un décalage. Lorsque le mot porte une promesse de protection, alors que les effets observés sur le terrain traduisent des déplacements, des ruptures ou des fragilisations, une question fondamentale se pose : assiste-t-on à une protection réelle ou à une redéfinition politique du terme lui-même ?

C'est dans cet écart entre le sens profond du mot, ancré dans la TRADITION, et son usage dans le discours institutionnel que se situent les enjeux les plus sensibles. Car au-delà des opérations, c'est aussi la manière de nommer, de qualifier et de représenter la réalité qui influence la compréhension collective. Le terme Kingia devient alors plus qu'un mot. Il devient un indicateur. Un révélateur de la manière dont une politique se pense, se présente et se justifie.



MAYOTTE AU CŒUR D'UNE STRATÉGIE GÉOPOLITIQUE ET DIPLOMATIQUE

Pourquoi ce territoire est-il devenu un enjeu majeur pour la France, l'Europe et les relations internationales ?

Mayotte ne peut être analysée uniquement comme un territoire local confronté à des difficultés sociales. Elle occupe une position stratégique dans l'océan Indien, à la fois comme présence française dans une zone géopolitiquement sensible et comme frontière avancée de l'Europe dans un espace de fortes mobilités humaines. Cette réalité lui confère une importance particulière qui dépasse largement les enjeux de sécurité de proximité. Elle place l'île au croisement de logiques de souveraineté, de contrôle territorial, d'influence régionale et de surveillance des circulations maritimes et humaines.

Pour comprendre pleinement ces enjeux, il faut rappeler que Mayotte est devenue un département français en 2011, à l'issue d'un processus historique et politique complexe, marqué par des tensions persistantes avec l'Union des Comores, qui continue de revendiquer la souveraineté sur l'île. Ce statut fait de Mayotte un territoire juridiquement français, politiquement sensible et diplomatiquement contesté. Toute politique mise en œuvre sur ce territoire ne relève donc pas seulement de la gestion interne d'un dé-

partement. Elle a nécessairement des répercussions sur les relations entre la France et les Comores, ainsi que sur la manière dont la région perçoit la présence française dans l'archipel.

Les dynamiques migratoires qui traversent Mayotte ne peuvent être réduites à une simple relation linéaire entre départs comoriens et arrivées mahoraises. Elles s'inscrivent dans un ensemble régional plus large, impliquant l'Afrique de l'Est, les zones de crise du continent africain, les fragilités économiques, les déséquilibres historiques et les effets cumulatifs des instabilités politiques. Ce territoire devient alors un point de convergence entre enjeux locaux, politiques nationales, intérêts européens et équilibres internationaux.

Il est, de ce point de vue, impossible d'analyser Mayotte sans revenir à la relation historique avec les autres îles de l'archipel des Comores, notamment Anjouan, ou Ndzuwani, qui constitue aujourd'hui l'un des principaux points de départ des traversées vers Mayotte. Cette dynamique migratoire ne s'est pas construite du jour au lendemain. Elle s'inscrit dans une histoire longue, marquée par la séparation politique de l'archipel après les référendums des années 1970, puis par l'approfondissement d'écarts de développement, de statuts, de perspectives et d'accès aux droits. Les embarcations appelées communément kwassa-kwassa sont devenues le symbole de cette migration risquée, parfois mortelle, mais aussi d'une réalité sociale plus profonde : celle de populations prêtes à risquer leur vie pour rejoindre un territoire perçu comme plus stable, plus accessible et porteur d'un avenir possible.

Dans ce contexte, les opérations sécuritaires prennent inévitablement une dimension diplomatique. Elles influencent les relations entre États, interrogent les modalités de coopération régionale et modifient les perceptions internationales. Une interrogation majeure se pose alors : assiste-t-on à une externalisation progressive des politiques migratoires ? Autrement dit, les territoires d'origine, notamment les Comores, pourraient-ils devenir à leur tour des espaces de régulation en amont, dans une logique moins visible mais plus large de gestion régionale des mobilités humaines ?

DE WUAMBUSHU À UNE EXTENSION RÉGIONALE, VERS UNE RECONFIGURATION ENTRE MAYOTTE ET LES COMORES



Sommes-nous face à un déplacement stratégique du problème ?

Lorsque les dispositifs mis en place sur un territoire atteignent leurs limites, une logique apparaît souvent dans les politiques publiques : agir en amont, déplacer le centre de gestion du phénomène, intervenir avant que la pression n'arrive au point le plus visible. Dans le cas de Mayotte, cette logique alimente aujourd'hui une lecture de terrain de plus en plus répandue : celle d'une possible régionalisation des politiques de contrôle, dans laquelle la réponse ne serait plus uniquement territoriale, mais potentiellement répartie entre Mayotte et les Comores.

Dans cette perspective, les Comores deviennent un espace central de réflexion. Non pas seulement comme territoire d'origine des flux, mais comme possible zone de régulation indirecte, d'anticipation ou de filtrage. Même si aucune stratégie officielle ne formule explicitement une extension du dispositif vers les Comores, certaines perceptions locales évoquent une forme de projection indirecte des politiques de contrôle. Cette hypothèse, qu'elle soit confirmée ou non, révèle une inquiétude réelle et une compréhension fine des logiques contemporaines de gestion des mobilités. Elle pose une question de fond : la gestion des migrations est-elle en train de basculer vers une approche régionale dans laquelle les territoires de départ deviennent eux-mêmes des espaces d'intervention ?

Les références aux Kendjias, évoquées dans certains récits et certains échanges de terrain, traduisent cette perception d'une stratégie plus large, plus diffuse, moins visible dans sa formulation officielle, mais sensible dans ses effets potentiels. Cette lecture n'est pas anodine. Elle montre que les populations n'observent pas seulement des opérations isolées, mais qu'elles tentent de lire les continuités, les ajustements et les déplacements de l'action publique.

Les opérations comme Wuambushu ont également eu un effet direct sur les dynamiques migratoires entre Mayotte et les Comores. En renforçant les contrôles, les expulsions et les opérations d'éloignement, elles ont contribué à modifier les stratégies de circulation, à intensifier certains allers-retours et à rendre certains parcours plus dangereux, plus clandestins et plus instables. Ce paradoxe est important : lorsque la réponse se concentre uniquement sur le durcissement, elle peut déplacer les flux sans les résorber, et parfois même accroître les risques humains associés à ces déplacements.

Une question centrale mérite d'être posée clairement : lorsque l'on évoque aujourd'hui une forme de Wuambushu 3, de quel territoire parle-t-on réellement ? D'une continuité des opérations à Mayotte, dans une logique de renforcement interne, ou d'un déplacement progressif de la gestion migratoire vers les Comores, dans une forme plus discrète, plus indirecte, mais tout aussi structurante ? Ce flou apparent ne signifie pas absence de stratégie. Il peut au contraire traduire une phase de recomposition, d'ajustement ou de redéploiement. La question reste donc ouverte : sommes-nous face à une simple continuité des opérations à Mayotte, ou à une transformation plus large intégrant progressivement les Comores dans un dispositif régional de gestion des mobilités humaines ?

LES MIGRATIONS COMME RÉVÉLATEUR DES DÉSÉQUILIBRES MONDIAUX

Pourquoi les politiques de contrôle restent-elles insuffisantes ?

Les migrations ne sont pas un phénomène isolé. Elles sont le reflet de déséquilibres profonds. Elles révèlent des fractures économiques, politiques, sociales, sanitaires, historiques et territoriales. On ne part pas sans raison. On part parce que rester devient impossible, insupportable ou sans perspective. Les mouvements humains ne naissent pas d'eux-mêmes. Ils sont produits par des contextes, par des crises, par des écarts, par des formes de dépossession.

Ces dynamiques trouvent leur origine dans des réalités multiples : conflits armés, comme ceux observés en République Démocratique du Congo, crises sanitaires telles que les épidémies d'Ebola, pauvreté structurelle dans certaines

régions de l'Afrique de l'Est et de l'océan Indien, effets du changement climatique, croissance démographique non accompagnée, précarité chronique, absence d'opportunités économiques, affaiblissement des institutions et inégalités massives d'accès aux ressources. Réduire les migrations à un problème de contrôle des frontières revient donc à ignorer leur profondeur structurelle.

Les politiques de contrôle peuvent agir sur les flux visibles. Elles peuvent ralentir, filtrer, déplacer, contenir, rendre plus difficile. Mais elles ne répondent pas aux causes. Elles agissent sur la surface, sans traiter les racines. Tant que ces causes profondes ne sont pas affrontées, les dynamiques migratoires persistent sous des formes nouvelles, se déplacent, se recomposent, se réinventent.

Dans la continuité de cette lecture, il est essentiel d'intégrer la dimension sanitaire, souvent sous-estimée dans l'analyse des migrations contemporaines. Les dynamiques migratoires actuelles ne peuvent être dissociées des crises sanitaires majeures qui frappent certains territoires déjà fragilisés. En République démocratique du Congo, la variole du singe (mpox) connaît une propagation inquiétante, avec des dizaines de milliers de cas suspects et plus d'un millier de décès recensés ces derniers temps. Parallèlement, les résurgences du virus Ebola, dont le taux de létalité peut atteindre jusqu'à 50 %, continuent de provoquer des pertes humaines importantes et de désorganiser profondément les systèmes de santé locaux. À ces crises s'ajoutent d'autres maladies infectieuses, dans un contexte marqué par la faiblesse des infrastructures, le manque de personnel qualifié et l'insuffisance des moyens de prévention.

Dans ces conditions, les migrations apparaissent aussi comme des déplacements contraints par la survie sanitaire. Pour des territoires insulaires comme les Comores ou Mayotte, situés dans l'océan Indien et disposant de capacités hospitalières limitées, cette réalité pose un défi majeur. Comment faire face à des flux humains issus de zones de crise sanitaire, alors même que les infrastructures locales ne sont pas aux normes et peinent déjà à répondre aux besoins internes ?

À force d'accumuler les morts évitables, l'effondrement des systèmes de soins, les abandons structurels et les vulnérabilités persistantes, une question profonde et dérangeante s'impose. Sommes-nous face à une simple succession de crises, ou à une forme de violence systémique plus large, que certains pourraient qualifier de génocide sanitaire ou de catastrophe humanitaire silencieuse ? Cette interrogation dépasse le cadre émotionnel. Elle renvoie à la responsabilité collective, politique et internationale, face à des réalités qui, bien que connues, continuent de produire des conséquences humaines massives dans une relative indifférence.

Je le constate dans l'analyse des trajectoires humaines et dans les accompagnements : lorsque les causes de rupture ne sont pas traitées, le mouvement ne cesse pas. Il change seulement de forme. Les blessures, les déséquilibres et les nécessités qui poussent au départ restent, eux, profondément intacts.

APRÈS LES OPÉRATIONS, OÙ VONT LES POPULATIONS ?



Que deviennent réellement les personnes concernées ?

Elles ne disparaissent pas. Elles se déplacent. Elles se recomposent

ailleurs, dans d'autres espaces, souvent plus précaires, plus invisibles, plus instables. C'est l'un des angles morts les plus importants de ces politiques : l'après. Que devient une population une fois l'opération terminée ? Où se reconstitue-t-elle ? Dans quelles conditions ? Avec quels effets sociaux, psychiques, familiaux et territoriaux ?

Dans certains cas, ces déplacements conduisent à la formation de nouveaux espaces informels, parfois assimilables à des camps, à des zones de regroupement précaires ou à des lieux de survie reconstitués à la marge. Ces espaces, rarement intégrés aux discours officiels, deviennent pourtant des lieux centraux de recomposition sociale, de fragilisation accrue et de gestion invisible des conséquences. Ils posent des questions fondamentales en matière de dignité humaine, d'accès aux droits, de protection des plus vulnérables et de responsabilité publique.

L'absence de prise en compte structurée de ces espaces renforce le sentiment que la gestion du problème reste partielle, centrée sur ce qui est visible, sans traitement global des répercussions. Peut-on parler d'efficacité, ou même de réussite, lorsque les fragilités ne sont pas résolues mais simplement déplacées, reconfigurées et rendues moins visibles ?

UNE ÉCONOMIE DE LA SÉCURITÉ ET UNE POLITIQUE DU DÉPLACEMENT

Quels sont les enjeux sous-jacents

Les opérations de cette nature mobilisent des moyens considérables. Elles s'inscrivent dans des logiques humaines, administratives, logistiques, policières, budgétaires et politiques qui dépassent le seul impératif immédiat de sécurité. Elles répondent à une pression locale, certes, mais participent aussi à une économie de la sécurité où le contrôle du territoire devient un enjeu en soi, un langage politique, une démonstration d'autorité et un outil de gouvernement.

Dans cette configuration, les populations migrantes deviennent malgré elles des éléments structurants de l'action publique. Elles entrent dans une logique où leur présence, leur déplacement, leur contrôle ou leur éloignement organisent des arbitrages, justifient des dispositifs, alimentent des récits et renforcent des choix politiques. Il devient alors nécessaire de regarder au-delà du seul registre sécuritaire pour interroger les intérêts, les logiques institutionnelles et les économies politiques qui se construisent autour de la gestion des flux et des territoires sous tension.

UNE RESPONSABILITÉ INTERNATIONALE ET UNE NÉCESSITÉ DIPLOMATIQUE

Qui doit porter la réponse ?

Les enjeux soulevés par Mayotte dépassent très largement le cadre local et national. Ils touchent aux relations entre États, aux équilibres régionaux, à la coopération dans l'océan Indien, aux responsabilités diplomatiques, à la gestion internationale des mobilités humaines et aux contradictions contemporaines entre souveraineté, sécurité et dignité. Ces questions concernent donc également les institutions internationales, les espaces de médiation, les acteurs diplomatiques et les structures de réflexion sur les droits humains.

Sans coopération réelle, sans dialogue sincère, sans responsabilité partagée, les réponses resteront incomplètes. Toute tentative d'agir durablement sur les flux sans articuler sécurité, diplomatie, développement, mémoire historique et justice territoriale est vouée à produire des solutions partielles. La question n'est donc pas seulement de savoir qui intervient, mais qui accepte de penser ensemble, à différentes échelles, une réponse qui ne soit ni purement répressive ni purement déclarative.

Cette analyse s'inscrit d'ailleurs dans une expérience de terrain et une observation continue des zones de crise et des dynamiques humaines qui les accompagnent. Les réalités observées à Mayotte font écho à d'autres contextes internationaux, où migration, sécurité, dignité humaine, contrôle des territoires et responsabilité politique se croisent de manière complexe. Ce lien entre situations locales et enjeux globaux est essentiel pour comprendre la profondeur du problème.

UN MOMENT CHARNIÈRE POUR REPENSER LES POLITIQUES PUBLIQUES

Sommes-nous prêts à changer de paradigme ?

Nous sommes à un moment charnière. Les décisions prises aujourd'hui ne resteront pas sans effet. Elles pèseront sur les trajectoires humaines, sur les générations futures, sur les relations diplomatiques, sur la cohésion régionale et sur la manière dont nos sociétés penseront, demain, la question de l'humain déplacé. Il ne s'agit donc pas seulement de débattre de dispositifs techniques, mais de choisir le monde politique, moral et humain que nous sommes en train de construire.

Il est encore possible de repenser les approches. Il est encore possible de sortir d'une logique strictement sécuritaire pour intégrer une vision plus globale, plus lucide, plus humaine et plus durable. Cela suppose de ne pas s'arrêter à la surface visible des flux, mais d'en interroger les causes, les circuits, les héritages et les effets.

Ce qui se joue aujourd'hui à Mayotte dépasse largement la seule question de la sécurité ou de l'immigration. Il s'agit d'un révélateur profond des contradictions contemporaines entre contrôle des frontières, dignité humaine et responsabilité politique. Les opérations se succèdent, les dispositifs évoluent, les discours changent, mais la réalité demeure : des femmes, des hommes et des enfants continuent de se déplacer, portés par des nécessités qui les dépassent.

La véritable question n'est donc pas seulement de savoir comment contenir les flux, mais de comprendre pourquoi ils existent, ce qu'ils disent de nos déséquilibres collectifs, et ce que nous faisons réellement pour y répondre. Tant que les causes profondes ne seront pas traitées, les réponses resteront incomplètes.

À ce stade, il ne s'agit plus seulement d'observer, mais d'interroger.

Il ne s'agit plus seulement de gérer, mais de comprendre.

Il ne s'agit plus seulement de sécuriser, mais de responsabiliser.

Parce qu'au-delà des opérations, il y a des vies.

Parce qu'au-delà des stratégies, il y a des trajectoires humaines.

Parce que ce qui est fait aujourd'hui construit le monde de demain.

POUR CONCLURE DANS MON ANALYSE ET MON POSITION-

ORGANISATION POUR LA COHESION DU DROIT ET DU DEVELOPPEMENT
O.C.D
INTERNATIONALE
FÉDÉRALITUDE
SUISSE

NEMENT

En tant que Présidente fondatrice et responsable du pôle social de l'ONG Courant de Pensée – OCD Internationale – Fédéralitude Suisse, et au regard de plus de trente années d'expérience dans l'accompagnement des personnes vulnérables, l'analyse des situations de crise, la compréhension des dynamiques humaines, la sociothérapie, la programmation neuro linguistique, l'analyse transgénérationnelle, la communication, l'écriture appliquée et la lecture des traumatismes visibles comme invisibles, il apparaît clairement que toute politique de déplacement produit des effets profonds, souvent silencieux, mais durablement structurants.

Je l'affirme avec responsabilité : les ruptures, les traumatismes, les déséquilibres, les atteintes à la stabilité psychique et sociale ne disparaissent pas parce qu'un dispositif administratif a déplacé les corps. Ils se recomposent, ils se déplacent à leur tour, ils se transmettent, ils s'inscrivent dans les parcours, dans les familles, dans les générations. C'est précisément à partir de cette expertise, de cette pratique de terrain et de cette exigence de lecture globale que cette analyse est posée.

AU-DELÀ DES OPÉRATIONS, QUEL MONDE SOMMES-NOUS EN TRAIN DE CONSTRUIRE ?

Sommes-nous réellement face à une politique de protection, ou à une transformation progressive des mécanismes de contrôle des mobilités humaines, devenue structurelle et durable ?

Ce qui se joue aujourd'hui à Mayotte relève-t-il encore d'une réponse locale à une situation de crise, ou s'inscrit-il déjà dans un modèle plus large, appelé à s'étendre à d'autres territoires confrontés aux mêmes dynamiques ?

Les opérations successives traduisent-elles une volonté de traiter les causes profondes des migrations, ou participent-elles à une logique de déplacement des problématiques, sans résolution réelle des déséquilibres initiaux ?

Peut-on encore parler de stabilisation lorsque les populations sont déplacées, fragmentées et reconfigurées, sans perspectives claires de reconstruction sociale, économique et humaine ?

Les territoires voisins, notamment les Comores, sont-ils en train d'être intégrés, de manière implicite ou progressive, dans un dispositif de régulation en amont des flux migratoires ?

Jusqu'où peut-on contenir des mouvements humains sans s'attaquer aux causes structurelles qui les génèrent : inégalités, crises sanitaires, effondrements institutionnels, vulnérabilités historiques ?

À quel moment une réponse sécuritaire cesse-t-elle d'être une mesure exceptionnelle pour devenir une norme installée, façonnant durablement les politiques publiques et les représentations collectives ?

Les crises sanitaires actuelles, les morts évitables, l'effondrement des systèmes de soins et les abandons structurels relèvent-ils encore de situations ponctuelles, ou révèlent-ils une forme de déséquilibre global, profond et persistant ?

Comment des territoires insulaires, aux capacités limitées, peuvent-ils absorber simultanément des pressions migratoires, des crises sanitaires et des tensions sociales, sans accompagnement structurel à la hauteur des enjeux ?

Sommes-nous face à une succession de crises indépendantes, ou à une recomposition silencieuse des modes de gouvernance des populations à l'échelle régionale et internationale ?

Le langage politique utilisé pour qualifier ces opérations permet-il réellement d'éclairer la réalité, ou contribue-t-il à en redéfinir les contours pour la rendre acceptable

Et surtout, dans cette accumulation de dispositifs, de stratégies et de réponses partielles, à quel moment la question humaine cesse-t-elle d'être centrale pour devenir périphérique ?

POUR ALLER PLUS LOIN

Qui porte réellement la responsabilité des déséquilibres qui poussent aujourd'hui des popula-

tions entières à quitter leur territoire d'origine ?

Les politiques actuelles répondent-elles aux conséquences visibles, ou évitent-elles d'affronter les causes invisibles mais structurelles des migrations ?

À quel moment une politique de gestion des flux devient-elle une politique de gestion des corps et des trajectoires humaines ?

Peut-on encore parler de choix migratoire lorsque les départs sont dictés par la survie sanitaire, économique ou sécuritaire ?

Les dispositifs actuels prennent-ils en compte les effets psychiques, familiaux et transgénérationnels des déplacements imposés ?

Que devient la notion de dignité humaine lorsque les réponses apportées reposent principalement sur le contrôle, la contrainte et la dispersion ?

Les politiques publiques actuelles sont-elles construites pour durer, ou pour répondre à une urgence politique immédiate ?

Quels mécanismes d'évaluation existent réellement pour mesurer l'impact humain à long terme des opérations menées ?

Les populations concernées sont-elles considérées comme des acteurs de leur trajectoire, ou uniquement comme des objets de politique publique ?

Peut-on parler de coopération régionale équilibrée lorsque les rapports de force entre territoires restent profondément asymétriques ?

Les crises sanitaires et humanitaires actuelles sont-elles intégrées comme des facteurs majeurs dans les politiques migratoires, ou restent-elles traitées de manière secondaire ?

À quel moment l'absence de réponse globale devient-elle, en elle-même, une forme de responsabilité collective ?

Sommes-nous en train d'assister à une adaptation des politiques publiques face à la complexité du monde, ou à une simplification des réponses face à des réalités de plus en plus complexes ?

Enfin, si les solutions existent à l'échelle internationale, qu'est-ce qui empêche réellement leur mise en œuvre : le manque de moyens, le manque de volonté, ou le manque de vision commune ?

Qui gagne réellement dans ces dispositifs ?

Et qui disparaît dans les angles morts des décisions ?

Peut-on parler de politique maîtrisée

lorsque les conséquences échappent à ceux qui les subissent

À quel moment l'absence de solution devient-elle une stratégie en soi ?

Ce qui est présenté comme une réponse

n'est-il parfois qu'un déplacement du regard ?

Combien de réalités invisibles faut-il encore

avant que l'on accepte de les nommer ?

Les territoires sous pression sont-ils accompagnés…

ou laissés seuls face à des responsabilités qui les dépassent ?

Qui mesure réellement le coût humain de ces décisions ?

Et qui en assume les conséquences à long terme ?

Peut-on continuer à gérer des flux

sans reconnaître les histoires qu'ils portent ?

À force d'ajuster les dispositifs,

ne sommes-nous pas en train d'éviter la vraie question ?

Et si le problème n'était pas seulement ce que l'on voit…

mais surtout ce que l'on refuse encore de regarder ?

Ces questions s'inscrivent dans un regard construit à partir de mes formations, notamment en programmation neuro linguistique, une approche qui permet de comprendre les liens entre les pensées, les comportements et les schémas de répétition, ainsi que de l'école

de la vie et de mon parcours personnel et professionnel ; du haut de mes cinquante ans, nourrie par des expériences vécues entre les Comores, marquées par des périodes de coups d'État, d'instabilités politiques et de recompositions sociales, et d'autres espaces de l'océan Indien, qu'ils soient francophones ou anglo-saxons, j'observe avec lucidité la répétition de dynamiques humaines, sociales et politiques à travers les territoires et les générations ; j'affirme ainsi que ce qui ne se comprend pas se répète, que ce qui ne se répare pas se transmet, et que derrière chaque mouvement de population se rejouent des mémoires transgénérationnelles, des mécanismes relationnels et des stratégies de survie que nous continuons, souvent inconsciemment, à reproduire ; la véritable responsabilité ne consiste donc pas seulement à gérer le présent, mais à transformer en profondeur les logiques à l'œuvre, afin que demain ne soit pas la répétition silencieuse d'aujourd'hui.

Ces dynamiques interrogent directement la responsabilité des États, des institutions internationales et des équilibres globaux, car les mécanismes observés ne relèvent pas uniquement des individus, mais de systèmes entiers qui reproduisent, à grande échelle, les mêmes logiques de répétition, d'adaptation et de survie ; elles s'inscrivent également dans un contexte démographique majeur, où près de 60 % de la population du continent africain est constituée de jeunes, ce qui représente à la fois une force, un potentiel et un enjeu stratégique considérable en matière de mobilité, de formation et de valorisation des compétences ; dans ce cadre, les mouvements migratoires peuvent aussi être lus comme des dynamiques complexes, à la fois de déplacement des populations et de fuite des cerveaux, où les territoires d'origine se fragilisent tandis que d'autres bénéficient de ces ressources humaines ; sans un véritable travail de conscience, ces schémas continueront d'opérer de manière silencieuse, en s'inscrivant dans le temps et en se transmettant aux générations futures ; ce qui se joue aujourd'hui dépasse le présent et engage une responsabilité éthique fondamentale sur la manière dont nos sociétés répondent à la vulnérabilité humaine, car transformer ces réalités ne consiste pas seulement à les observer, mais à oser repenser en profondeur les modèles existants et les modes de décision.

https://youtu.be/mPsuIj5xvYY

La vidéo associée à cet article vient prolonger cette réflexion par une parole plus directe et complémentaire.

Elle apporte des éléments supplémentaires, pose d'autres questions et permet d'élargir l'analyse dans une dimension plus incarnée, plus contextuelle et plus immédiate. Elle ne remplace pas le texte.

Elle l'accompagne, l'approfondit et ouvre un espace de réflexion supplémentaire sur les enjeux humains, politiques, diplomatiques et géopolitiques évoqués ici.

Rédaction:Ce texte est écrit par Karima Boina alias Sandia MBechezi. Il est destiné à être diffusé dans un cadre d'analyse, de sensibilisation, d'interpellation et de réflexion citoyenne, associative, médiatique, institutionnelle ou diplomatique.

Karima Boina, alias Sandia MBechezi

Présidente-Fondatrice & Responsable du Pôle Social

ONG Courant de Pensée – OCD Internationale – Fédéralitude Suisse

- ***Sociothérapeute, Coach de vie, PNListe, Écrivaine***
- ***Communication & écriture créative***
- ***Spécialiste de l'expression écrite appliquée***
- ***Humaniste, militante, formatrice des Apprentis-Droits de l'Homme***
- ***Intervenante en Reliance (neurosciences, analyse transactionnelle, mémoire transgénérationnelle, communication non-verbale et non violente)***
- ***Spécialiste en Indice de Gravité de la Toxicomanie (IGT)***

Ancienne élue Contrat de Quartier Commune de Vernier canton de Genève-Suisse

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Préparation CAN 2026 : Le Mali accroche le pays hôte et rassure



Les Aigles Dames du Mali ont récemment démontré leur détermination et leur préparation intensive en vue de la Coupe d'Afrique des Nations féminine 2026. Lors d'un match amical contre le Maroc, pays hôte de la compétition, l'équipe malienne a réalisé une performance remarquable en arrachant un match nul 1-1 au Stade Moulay El Hassan de Rabat.

Ce résultat met en lumière la progression constante du groupe malien et leur volonté de se mesurer aux meilleures équipes du continent avant le grand rendez-vous de juillet. L'ouverture du score par Aïssata Traoré en première période a démontré la capacité de l'équipe à surprendre un adversaire réputé. Malgré l'égalisation du Maroc par Ibtissam Jraïdi en seconde période, les Aigles Dames ont montré une solidité et un caractère qui témoignent de l'efficacité du travail effectué lors de leur préparation.

Ce match amical revêtait une importance stratégique pour le Mali, offrant un test grandeur nature pour évaluer la cohésion du groupe et la discipline tactique. Les joueuses ont prouvé qu'elles pouvaient rivaliser avec une nation hôte ambitieuse, renforçant ainsi la confiance du staff technique et des joueuses en leur capacité à affronter les grandes nations africaines.

Les supporters maliens, fervents défenseurs de leur équipe nationale, voient dans ce résultat une avancée significative témoignant de la progression et de la préparation sérieuse de la sélection. Ce match a permis de tester les automatismes, d'ajuster les schémas tactiques et de renforcer la cohésion indispensable pour briller lors de la CAN féminine.

Les préparatifs du Mali reposent sur une stratégie claire : multiplier les confrontations de haut niveau pour renforcer l'expérience et la

confiance des joueuses. Ce match nul face au Maroc constitue une étape cruciale dans ce processus d'apprentissage et de progression. Le staff technique insiste sur l'importance de la rigueur et de la discipline pour réussir lors du tournoi continental.

Au-delà du résultat, ce match témoigne de la montée en puissance de l'équipe malienne. Les joueuses ont fait preuve d'une combativité exemplaire, révélant un esprit de préparation et de détermination au sein de l'équipe. Ce résultat positif à Rabat est perçu comme une victoire morale, confirmant que les Aigles Dames sont prêtes à relever les défis qui les attendent à la CAN féminine 2026.

La mobilisation autour des Aigles Dames est totale, avec des supporters conscients des enjeux et déterminés à encourager leurs joueuses avec fierté. Ce soutien populaire constitue un atout majeur pour galvaniser l'équipe dans sa quête de performance et de succès lors de la compétition à venir.Le Mali a clairement montré sa détermination et sa préparation pour la prochaine Coupe d'Afrique des Nations féminine 2026 à travers ce match nul 1-1 contre le Maroc. Cette performance souligne l'engagement de l'équipe nationale à se préparer de manière rigoureuse, tant sur le plan physique que mental, en vue de représenter dignement son pays lors de la compétition continentale à venir.

En affrontant le Maroc, une nation hôte ambitieuse, les Aigles Dames ont fait preuve de caractère, de discipline et ont montré leur capacité à rivaliser à un niveau élevé. Ce résultat témoigne du progrès et de la cohésion de l'équipe, mettant en lumière le travail acharné des joueuses et du staff technique pour atteindre les objectifs fixés.

À quelques mois de la CAN féminine 2026, ce match constitue une étape significative dans la préparation du Mali, renforçant la confiance et la détermination de l'équipe à défendre les couleurs nationales et à briller sur la scène africaine. Le Mali affiche ainsi sa volonté de compétitionner au plus haut niveau et de se positionner comme un adversaire redoutable lors du tournoi à venir.

En somme, ce match nul contre le Maroc confirme que le Mali progresse de manière positive et est prêt à relever les défis qui l'attendent lors de la prochaine CAN féminine, symbolisant l'esprit d'unité et de combativité qui anime la sélection nationale.

Fatou Sissoko



HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com